

Les déterminants de la persistance de l'analphabétisme en Côte d'Ivoire

Determinants of the Persistence of Illiteracy in Côte d'Ivoire

Toure Krouélé

École Normale Supérieure d'Abidjan, Sénégal

Résumé

Cet article sur les déterminants de la persistance de l'analphabétisme en Côte d'Ivoire est construit à partir d'analyses qualitatives. Des documents sont d'abord exploités. Ensuite, les acteurs que sont les conseillers en alphabétisation, les promoteurs des centres d'alphabétisation, les animateurs et les apprenants de 4 centres d'alphabétisation situés en milieu rural et urbain sont interrogés. Les résultats montrent que plusieurs déterminants en relation avec la politique d'alphabétisation appliquée, la gestion des centres d'alphabétisation et les facteurs socio-culturels justifient la persistance de l'analphabétisme. Une alphabétisation fonctionnelle et de conscientisation adaptée aux différents milieux professionnels et sociaux pourrait contribuer à une forte atténuation du phénomène dans le pays.

Mots-clés : déterminants, analphabétisme, centres d'alphabétisation, niveau d'éducation, pratiques d'alphabétisation, Côte d'Ivoire.

Abstract

This article on the determinants of the persistence of illiteracy in Côte d'Ivoire is based on qualitative analyzes. Documents are first exploited. Then, the actors that are literacy counselors, promoters of literacy centers, facilitators and learners of 4 literacy centers located in rural and urban areas are interviewed. The results show that a number of determinants in relation to the literacy policy applied, the management of literacy centers and socio-cultural factors justify the persistence of illiteracy. Functional literacy and awareness-raising adapted to the different professional and social environments could contribute to a strong mitigation of the phenomenon in the country.

Keywords: determinants, illiteracy, literacy centers, education levels, literacy practices, Côte d'Ivoire.

Introduction

L'an 2000 marque un tournant dans la gouvernance mondiale. La Côte d'Ivoire, à l'instar de plusieurs pays, abandonne les Plans d'Ajustement Structurels (PAS), pour s'efforcer d'atteindre des Objectifs De Développement (OMD, ODD). Des politiques sociales, éducatives et économiques sont appliquées. D'importantes ressources sont injectées dans l'éducation pour le progrès et l'émergence. Mais après plus de 60 ans d'indépendance et d'efforts constants en matière d'éducation, le pays reste encore confronté à la persistance de l'analphabétisme. Un phénomène qui freine l'élan de la croissance et maintient les populations dans le sous-développement économique et social.

Et pourtant, dès 1961, les dirigeants africains se réunissent à Addis-Abeba sous l'égide de l'UNESCO pour réfléchir sur les moyens de faire reculer l'analphabétisme. Les rencontres se poursuivront, appuyées par les publications de rapports et de travaux scientifiques. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2016 de l'UNESCO rappelle que l'alphabétisation ne doit pas être « *un simple processus d'acquisition de compétences cognitives de base* ». Il faut utiliser ces compétences pour le développement socioéconomique, la conscience citoyenne et la réflexion critique. Ce rapport reconnaît que « *l'alphabétisation universelle des adultes ne pourrait pas être réalisée au cours des 15 prochaines années* ». Le RESEN (Rapport d'État sur le Système Éducatif National) Côte d'Ivoire¹ 2016 précise pour sa part l'ampleur de la non scolarisation. « *Un peu plus d'un quart des enfants âgés de 6 à 15 ans sont hors du système scolaire* ». Dans une thèse de doctorat sur l'analphabétisme en Afrique, Seurat (2012) relève la forte variabilité entre les pays de l'impact des activités d'alphabétisation sur les compétences scolaires et une faible efficacité des politiques nationales d'alphabétisation. Dans leur publication, Adou et Soungari (2016), voient la solution de l'analphabétisme dans la formation des agents alphabétiseurs. En effet, les deux co-auteurs constatent que l'alphabétisation de masse est laissée à des agents alphabétiseurs sans formation pédagogique appropriée. Il s'agit d'agents recrutés généralement sur le tas et dont le niveau d'étude varie entre le CEPE (Certificat d'Études Primaires Élémentaires) et le BEPC (Brevet d'Études du Premier Cycle).

Le contexte national et mondial du début du deuxième millénaire est marqué, faut-il le rappeler, par l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) entre 2000 et 2015 et des Objectifs de Développement Durable (ODD) dès 2015. Les OMD en matière d'éducation n'ont pas été entièrement atteints en Côte d'Ivoire en raison de la crise politico-militaire entre 2002 et 2011. Dès 2011, la stabilité progressive favorise la mise en place de politiques éducatives orientées vers l'atteinte des OMD et des ODD. L'école devient obligatoire en 2015 pour tous les enfants de 6 à 16 ans, la création de collèges de proximité dans chaque région devient une réalité, et le recrutement massif de personnel enseignant et d'encadrement est entrepris. De plus, des actions de sensibilisation sont lancées dans les milieux sociaux les plus hostiles à la scolarisation. Ce contexte national en matière d'éducation s'inscrit dans un environnement mondial caractérisé par le numérique. Désormais, les activités essentielles des personnes dans la vie moderne se mènent grâce aux outils numériques : communiquer, s'informer, se déplacer, travailler, faire des opérations bancaires, apprendre, se former, échanger avec autrui, faire des commandes, importer, exporter, s'alimenter, se divertir. Et les outils du numérique sont le téléphone portable, l'ordinateur, et l'internet. Un tel environnement nécessite pour tout citoyen, certaines compétences de vie acquises par la lecture, l'écriture, le calcul et la maîtrise des outils de communication. Laisser prospérer l'analphabétisme dans le pays, c'est encourager l'exclusion sociale et préparer un terrain favorable aux rébellions et aux révoltes populaires, ou même à l'intégrisme religieux qui déstabilise déjà certains pays voisins. Cette étude a un objectif compréhensif, pour mettre

¹ https://www.men-dpes.org/static/docs/annuels/rap_ana_20152016.pdf

en perspective les leviers qui peuvent permettre de sortir les populations de l'analphabétisme et du sous-développement afin de garantir la paix et la stabilité nationale.

Lutter contre l'analphabétisme, c'est contribuer au développement humain. Et les experts du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) précisent le sens de cette expression. « *La notion de développement humain fait référence au développement des individus par la création de capacités humaines, au développement par les individus par leur participation active aux processus qui déterminent leur vie et au développement pour les individus par l'amélioration de leur vie* ». L'Indice de Développement Humain (IDH) est ainsi calculé chaque année pour chaque pays et un classement international est fait. C'est un indice composite regroupant trois dimensions fondamentales du développement humain. Il s'agit de « l'espérance de vie à la naissance » qui exprime la capacité à vivre longtemps et en bonne santé ; « la durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de scolarisation » qui expriment la capacité à acquérir des connaissances et « le revenu national brut par habitant » qui exprime la capacité à avoir un niveau de vie décent. La valeur de l'IDH a une limite supérieure de 1.0 (PNUD, 2016, p.2-3). Le niveau de scolarisation est donc l'un des trois indicateurs contribuant au calcul de l'IDH. Les données officielles en Côte d'Ivoire indiquent toutefois un taux de 55 % d'analphabétisme de la population des jeunes et des adultes en 2012². Une population massivement analphabète a nécessairement un impact négatif sur les trois dimensions de l'IDH. Lutter contre ces effets négatifs passe par l'amélioration du niveau d'éducation de la population, notamment par la lutte contre l'analphabétisme dans le pays.

Plusieurs questions peuvent être posées. Quels sont les déterminants de la persistance de l'analphabétisme en Côte d'Ivoire ? Les politiques éducatives actuellement appliquées ont-elles un impact sur les populations analphabètes ? Comment le travail d'alphabétisation est-il exécuté sur le terrain ? Ces questions convergent sur l'objectif principal de cette étude : étudier les déterminants de la persistance de l'analphabétisme en Côte d'Ivoire.

I. Méthodologie de l'étude

Sites d'étude

L'étude a lieu dans 4 sites, dont 2 urbains et 2 ruraux. En milieu urbain, le centre d'alphabétisation de Frefredou est choisi à l'IEPP³ de Bonon ainsi que celui de Kanou à l'IEPP de Bouaké-Sokoura. En milieu rural, ce sont les centres d'alphabétisation de Binao 3 à l'IEPP de N'douci et de Kanoua à l'IEPP de Djebonoua qui sont choisis. Ces différents centres d'alphabétisation situés à l'ouest, au sud et au centre de la Côte d'Ivoire, ont été visités à l'occasion de l'encadrement sur le terrain des conseillers-stagiaires en alphabétisation.

Personnes concernées

Deux conseillers en alphabétisation sont retenus dans chacune des 4 IEPP pour les enquêtes. Par centre d'alphabétisation, un ou deux animateurs sont également retenus. Tous les effectifs d'apprenants présents dans les centres d'alphabétisation des sites concernés sont invités à prendre part à l'étude.

Méthodes de collecte des données

La collecte des données procède par des méthodes qualitatives. Des documents empiriques sont analysés et des enquêtes sont menées à travers différents focus-group. Un à trois focus-group de 4 à 6 personnes sont organisés avec les apprenants de chaque centre, en fonction des effectifs. En milieu

² Plan Sectoriel Education/Formation 2016-2025, p.22.

³ Inspection de l'Enseignement Préscolaire et Primaire

urbain, l'étude est effectuée avec des échantillons d'apprenants volontaires. Les conseillers et animateurs des centres d'alphabétisation forment de leur côté un focus-group. Les entretiens portent sur les centres d'alphabétisations, leur fréquentation, les obstacles à leur fréquentation ainsi que le soutien des pouvoirs publics.

II. Résultats de l'étude

Les contenus analysés portent sur différents déterminants en relation avec les politiques prévues en matière d'alphabétisation, la gestion des centres d'alphabétisation et les freins à la fréquentation de ces centres.

A. Les politiques en matière d'alphabétisation

Dans le *Plan sectoriel Education/Formation 2016-2025* (p.46), plusieurs actions stratégiques sont prévues pour améliorer l'offre d'alphabétisation sur la période. Ainsi, « *les ressources publiques allouées à l'alphabétisation seront orientées vers (1) l'ouverture de centres d'alphabétisation dans les écoles primaires, (2) l'identification et l'encadrement des opérateurs/promoteurs qualifiés pour mener des activités d'alphabétisation (stratégie du faire faire), (3) la révision et l'adaptation des programmes d'alphabétisation, (4) la définition du matériel pédagogique d'alphabétisation (manuel, cahier de l'apprenant, guides et autres supports), (5) l'édiction de critères de recrutement des animateurs, (6) la formation des animateurs au suivi et à l'encadrement des activités d'alphabétisation, (7) l'expérimentation de l'alphabétisation via les outils numériques (téléphonie mobile, etc.), (8) la mise en place de mécanismes d'incitation (primes) pour les animateurs bénévoles en vue d'améliorer leurs performances et à poursuivre leurs activités de bénévolat, (9) l'évaluation des programmes et des dispositifs d'alphabétisation* ».

Ces stratégies sont suivies d'un autre point. « *La recherche de partenariats auprès des acteurs non étatiques intervenant ou non dans l'alphabétisation (ONG, entreprises, communautés, partenaires techniques et financiers) constituera une alternative à la faiblesse des moyens mis à la disposition de cette stratégie* ».

Ces politiques accordent à l'alphabétisation une place assez faible par rapport à l'éducation formelle. La faiblesse de ressources affecte l'ensemble des stratégies prévues. Il n'existe pas d'établissement propre pour accueillir les activités d'alphabétisation, ce qui leur confère une image dévalorisante. L'activité est laissée à des promoteurs volontaires sans formation pédagogique précise, ce qui n'est pas un atout pour la qualité de la gestion des centres d'alphabétisation. En adoptant la stratégie du « faire faire », les autorités éducatives donnent l'impression de gérer l'alphabétisation à distance par personnes interposées. Ceci interroge sur l'efficacité des pratiques d'alphabétisation dans les centres. Les animateurs recrutés sur le tas parviennent-ils à appliquer une alphabétisation fonctionnelle conforme aux besoins des apprenants exerçant dans différents domaines d'activités ? L'enquête menée dans quatre centres d'alphabétisation situés en milieu urbain et rural n'a pas donné une réponse affirmative à cette question.

B. Les effectifs d'apprenants des centres d'alphabétisation sélectionnés

Observons les variations des effectifs d'apprenants fréquentant les centres d'alphabétisation visités.

Tableau 1. Répartition des apprenants dans les classes d'alphabétisation retenues (en 2022)

| | Milieu urbain | | | | Milieu rural | | | |
|----------|------------------------------------|----|--|----|---------------------------------------|---|-----------------------------------|---|
| | Centre de Frefredou 1 (IEPP Bonon) | | Centre de Kanou Bouaké-Sokoura (IEPP Bouaké-Sokoura) | | Centre de Binao 3 à l'IEPP de N'douci | | Centre de Kanoua (IEPP Djebonoua) | |
| | H | F | H | F | H | F | H | F |
| Niveau 1 | 1 | 18 | 23 | 11 | 1 | 4 | 0 | 6 |
| Niveau 2 | 0 | 6 | 16 | 5 | 0 | 2 | 0 | 1 |
| Niveau 3 | 0 | 2 | 7 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 27 | | 64 | | 7 | | 7 | |

Les effectifs d'apprenants, généralement faibles, sont dominés par les femmes. Sauf au centre de Bouaké-Sokoura qui est situé dans un quartier commerçant de la plus grande ville du centre de la Côte d'Ivoire, où les populations, très peu scolarisées, ont besoin des compétences scolaires pour mieux exercer leurs activités commerciales. Les apprenants des quatre centres retenus exercent dans le commerce et l'agriculture. Si à Bouaké-Sokoura, ils sont tous commerçants, à Bonon et N'douci c'est le tiers des participants qui exerce cette activité. Tous les autres apprenants interrogés sont agriculteurs.

Les abandons sont très importants car peu d'apprenants, surtout du milieu rural, réalisent l'effort à fournir pour suivre un programme d'alphabétisation. Ils s'inscrivent donc rarement dans les niveaux 2 et 3 pour renforcer et pérenniser les acquis.

C. La gestion des centres d'alphabétisation

Les entretiens avec les acteurs de l'alphabétisation que sont les promoteurs et animateurs ont permis d'exprimer leurs préoccupations.

Les promoteurs de projets d'alphabétisation sont confrontés à des lenteurs administratives dans la délivrance des autorisations de création de centres d'alphabétisation. Ils doivent ensuite faire face au manque d'intérêt des analphabètes qui ne sont pas toujours sensibilisés.

Sans statut fixe, leur manque de formation appropriée les rend peu efficaces. Animées généralement par la recherche du gain, leurs activités ne se font pas toujours sous le contrôle de la DAENF⁴. Sur le terrain, des personnes s'improvisent promoteur ou animateur sans formation adéquate et se lancent dans des initiatives privées, ignorant l'utilisation de manuels adaptés, l'andragogie ou la déontologie de l'encadrement des adultes. Ces derniers peinent à trouver des partenaires pour le financement de leurs activités.

Sur le plan institutionnel, les enquêtés relèvent l'absence de structure aménagée pour l'alphabétisation, ce qui oblige les centres à se rattacher aux écoles primaires, aux lieux de cultes ou parfois à se tenir sous des abris provisoires. En conséquence, la plupart des activités ne se font que les soirs. Les acteurs ne disposent donc pas de plages horaires suffisantes pour organiser les apprentissages. Tous ces facteurs accentuent la faible fréquentation des centres d'alphabétisation par des populations qui, du reste, ne sont pas toujours touchées par les campagnes de sensibilisation.

⁴ Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle

D. Des freins à la fréquentation des centres d’alphabétisation

La présence des apprenants dans les salles d’alphabétisation est fortement liée à la variable sexe. Selon les statistiques nationales⁵, le public des programmes d’alphabétisation est composé de 60 % de femmes. Mais cet indicateur global ne doit pas cacher la réalité. En-dehors des milieux de commerçants, de religieux et de certains milieux professionnels où l’on trouve des apprenants masculins, la majorité des centres fonctionnent avec des effectifs principalement féminins. Il faut ajouter par ailleurs que la moitié des apprenants inscrits en début d’année abandonne très vite. Les explications fournies sur cette faible fréquentation des centres d’alphabétisation varient selon la pertinence des pratiques d’alphabétisation et le genre.

Concernant la pertinence des activités d’alphabétisation, les enquêtés relèvent que les contenus constituent une difficulté pour les apprenants. Les manuels ne sont pas toujours adaptés aux besoins spécifiques car les thèmes abordés sont souvent sans rapport avec le vécu professionnel des populations. Certains animateurs se servent simplement des manuels des classes de CP dans les classes de niveau 1. D’où la faible incitation ou la démotivation chez certains apprenants. À cela s’ajoute l’absence de projets post-alphabétisation et l’impossibilité de pérenniser ou de renforcer les acquis à travers des activités professionnelles adéquates. Ceci pousse les adultes à abandonner les programmes d’alphabétisation qu’ils avaient commencé à suivre, et à perdre les compétences déjà acquises. Un faible engagement de l’État est ici à signaler. Le volet « alphabétisation et éducation non formelle » est confié au ministère de l’Éducation Nationale qui ne lui consacre que 0,1 % de son budget annuel⁶.

Les justifications données selon le genre commencent avec les propos des femmes. Ces dernières citent d’abord les mariages précoces de certaines jeunes filles. Engagées très tôt dans une vie conjugale plus par convenance culturelle que par consentement, les filles doivent s’occuper de leur foyer et sacrifier les études scolaires. Notons que dans certaines régions du pays, la religion, les coutumes, les traditions et les résistances du mari constituent des obstacles à l’alphabétisation des femmes. Leur volonté de fréquenter un centre d’alphabétisation est entravée par la jalousie de leur compagnon ou mari. En général, quand elles sont encore très jeunes, elles ne bénéficient pas facilement du soutien des hommes qui craignent que les animateurs ne les courtisent. Ces apprenantes soulignent également la pauvreté comme source de blocage car elles sont généralement démunies. La modeste contribution financière qu’elles doivent apporter ainsi que le temps à consacrer aux séances d’alphabétisation leur coûtent trop chère et donc freinent toute volonté d’être alphabétisé. En fait, la pauvreté des familles fait que l’alphabétisation est un luxe, surtout quand elle n’aboutit pas immédiatement à des gains financiers. Il faut signaler que les frais de scolarité vont de 500 f à 2000 FCFA⁷ par mois et par auditeur.

Les populations rurales généralement pauvres, se considèrent comme des déshéritées ayant besoin d’assistance. Tout projet d’alphabétisation nécessitant leur contribution financière est donc mal accueilli et voué à l’échec. De fait, sur le terrain, ne fonctionnent que les centres d’alphabétisation relevant des projets de l’État. Dans ces centres en effet, l’État fournit la documentation et verse à l’animateur une indemnité de 20.000 FCFA pendant 4 mois, ce qui dispense les apprenants de payer des frais pour les séances suivies. Au-delà du volet financier, il faut ajouter qu’en milieu rural, les femmes ont très peu de temps à consacrer à l’alphabétisation à cause des travaux de ménage comme les corvées d’eau, les travaux champêtres, la cuisine et la surveillance des enfants.

De leur côté, les hommes interrogés avancent plusieurs arguments. D’abord, la mixité des classes d’alphabétisation apparaît comme un problème pour certains hommes qui refusent de prendre des

⁵ Idem, page 123.

⁶ *Rapport d’analyse statistique 2014-2015*, page 132.

⁷ De 0,75 à 3 euros.

enseignements dans la même classe que leurs femmes ou leurs enfants. Ils insistent sur l'orgueil masculin car très souvent, ils sont complexés devant l'alphabétiseur, perçu comme trop jeune ou de sexe opposé. Ils évoquent surtout la honte de devoir étaler leur ignorance et d'être moqué devant un public de femmes. Ils sont également habités par un pessimisme, une faible estime de soi et un manque de confiance, car ils doutent de leur capacité à apprendre encore à un âge déjà avancé. Ce pessimisme est aggravé par les difficultés rencontrées avec la langue d'enseignement. En effet, apprendre la langue française avec ses spécificités, ses conjugaisons et orthographe pour des personnes qui ont parfois 40 ans ou plus, cela peut décourager. Le sentiment d'humiliation domine chez certains, surtout qu'il n'y a pas assez de salles de classes pour répartir les apprenants selon le sexe et l'âge. Tous ces sentiments entretiennent finalement un pessimisme qui pousse les hommes à vivre en marge de tout processus d'alphabétisation.

Ces différents arguments justifient les rapports difficiles avec les animateurs appelés facilitateurs ou alphabétiseurs. Ces derniers n'ont d'ailleurs pas une tâche facile. Très souvent, ils ne sont pas rémunérés. Ils font parfois du bénévolat car ils ne reçoivent pas d'intéressement. Dans les meilleurs des cas, les rémunérations mensuelles varient entre 10.000 et 15.000 FCFA⁸. De faibles revenus peu motivants. En outre, il y a très peu d'alphabétiseurs de sexe féminin, ce qui ne rassure pas les maris et n'encourage pas les femmes.

III. Discussion des résultats

Cette étude avait pour objectif d'étudier les déterminants de la persistance de l'analphabétisme en Côte d'Ivoire. Notre analyse a montré l'existence de différents types de déterminants, notamment d'ordre politique, social, culturel ou en relation avec la gestion des centres d'alphabétisation. Une analyse des déterminants de ces phénomènes peut contribuer à comprendre les leviers une amélioration des campagnes d'alphabétisation et de leur accompagnement. Sans doute qu'une bonne connaissance des causes est déjà un pas vers les solutions. La littérature sur ce point est déjà abondante et converge sur certains des éléments développés ici.

Dans sa typologie des formes d'alphabétisation appliquées en Côte d'Ivoire, Soungari (2015) insiste particulièrement sur deux. Pour lui, « *la pratique de l'alphabétisation générale et de l'alphabétisation fonctionnelle peut conduire à une réduction significative de l'analphabétisme en Côte d'Ivoire. L'alphabétisation fonctionnelle étant le plus souvent le fait des entreprises et des ONG dans le cadre des projets, ils estiment que l'alphabétisation générale ou traditionnelle est celle qui peut permettre de toucher un grand nombre de personnes [...]. L'alphabétisation fonctionnelle est souvent mise en œuvre dans le cadre des projets de développement. Elle est aussi mise en œuvre par des entreprises qui souhaitent accroître leur productivité* ».

L'enjeu ici, qui est le développement économique et social, commande donc l'utilisation de moyens conséquents pour élever le niveau d'éducation de la population. C'est l'une des recommandations des Nations Unis pour tous les pays qui émergent dans le contexte international actuel. Dans son rapport, l'UNESCO (2016, p.8-9) donne certaines précisions. « *L'intégration de l'éducation dans le programme de développement durable repose sur des principes hérités d'un long passé d'instruments et d'accords internationaux. Ces principes stipulent que l'éducation est un droit humain fondamental qui ouvre la voie à l'exercice d'autres droits, qu'elle est un bien public et une cause commune impliquant que la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques soient un processus inclusif et que l'égalité des genres est inséparable du droit à l'éducation pour tous* ».

⁸ Entre 15 et 22 euros.

L'éducation formelle ou non formelle développe les compétences de vie en même temps qu'elle éclaire les consciences sur les droits et devoirs civiques. C'est pourquoi ce même rapport indique que l'alphabétisation doit être perçue comme un processus plus complexe. Il ne s'agit pas d'« *un simple processus d'acquisition de compétences cognitives de base, on s'intéresse maintenant à l'utilisation de ces compétences en vue du développement socioéconomique ainsi que de la conscience citoyenne et de la réflexion critique, bases de l'évolution personnelle et sociale* » (UNESCO, 2016, p.276). D'où l'intérêt d'appliquer une alphabétisation fonctionnelle et de conscientisation sur le terrain.

Conclusion

Les documents analysés pour cette étude, ainsi que les entretiens avec les acteurs concernés montrent bien que la lenteur et la faible efficacité du processus d'alphabétisation a des causes que l'on décrit. Tout commence par des politiques publiques peu engagées et dont les conséquences sur le terrain se traduisent par les faibles performances des centres d'alphabétisation. Les populations cibles restent majoritairement en marge de l'alphabétisation à cause de politiques publiques peu incitatives, des pratiques d'alphabétisation traditionnelles dans les centres, là où les populations actives ont plutôt besoin d'alphabétisation fonctionnelle pour améliorer la rentabilité de leurs activités professionnelles.

Pour élever le niveau d'éducation de l'ensemble de la population en Côte d'Ivoire, une réforme des politiques publiques ciblant les populations non scolarisées s'impose. Il faut renforcer les campagnes de sensibilisation sur le terrain tout en augmentant l'implication des pouvoirs publics. Outre un meilleur financement public de l'éducation non formelle, les animateurs doivent être formés aux techniques de l'alphabétisation fonctionnelle. Faire monter le niveau d'éducation de la population non scolarisée tout en poursuivant les performances de l'éducation formelle constituent une clé essentielle de l'amélioration de l'IDH du pays.

Références

- Aka, A., Yeo, S. (2016). A propos des conditions d'efficacité de la lutte contre l'analphabétisme. *Assempe*, (6), 5-26.
- Côte d'Ivoire. (2016). Rapport d'état sur le système éducatif national de la Côte d'Ivoire. Pour une politique éducative plus inclusive et plus efficace. Gouvernement de la Côte d'Ivoire, UNICEF, Pôle de Dakar de IPE-UNESCO, 2016.
- Côte d'Ivoire. (2017). Plan sectoriel Education/Formation 2016-2025, https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/plan_sectoriel_de_leducation_-_cote_divoire.pdf
- PNUD. (2016). Rapport sur le développement humain 2016. Le développement humain pour tous. <https://hdr.undp.org/system/files/documents/hdr2016froverviewwebpdf.pdf>
- Seurat, A. (2012). Questions d'alphabétisation dans le contexte africain. *Education*, Thèse de Doctorat, Université de Bourgogne, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00760953v1>.
- UNESCO. (2016). Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2016. L'éducation pour les peuples et la planète : créer des avenir durables pour tous.
- Yeo, S. (2015). Identification des typologies d'alphabétisation susceptibles de lutter efficacement contre l'analphabétisme des adultes en Côte-d'Ivoire. *Assempe*, (4), 92-114.